

Méthaniseur : le préfet sommé de dévoiler le plan d'épandage à la riveraine

GF (PressPepper)

● Le tribunal administratif de Rennes a donné raison à l'une des responsables du collectif Stop Méthane Plouha, en sommant le préfet des Côtes-d'Armor de lui communiquer le détail des parcelles concernées par le plan d'épandage des digestats de l'exploitant du méthaniseur prévu dans le village de Kerflec'h.

La requérante avait introduit son recours le 29 juillet 2022 comme « simple habitante de Plouha ». Elle voulait se voir communiquer ces informations sous quinze jours après s'être heurtée à un silence du préfet. Il ne lui avait envoyé que des informations « incomplètes » après qu'elle ait obtenu le feu vert de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) en septembre 2021.

« Le préfet a eu connaissance de ces

informations pour se prononcer sur l'étude d'impact » de la société par actions simplifiées (SAS) Armor Bio-méthane, a soutenu son avocat M Thomas Dubreuil.

La requérante réside à Plouha, à proximité d'un projet de méthaniseur », précise le tribunal administratif de Rennes dans un jugement en date du 6 février 2024 qui vient d'être rendu public. « Elle a sollicité auprès du préfet la communication des références cadastrales du plan d'épandage relatif au projet afin de connaître les conséquences liées à l'épandage à proximité des falaises de Plouha et de son domicile. »

« Les informations demandées concernent des activités susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol, les terres, les zones côtières ou marines », rappellent les juges. « En se bornant à communiquer des numéros d'ilots de parcelles

sans autres indications utiles permettant de déterminer leur localisation, le préfet a méconnu les dispositions du code de l'environnement et du code des relations entre le public et l'administration. »

1 200 € d'amende

Le code de l'environnement consacre en effet le « droit de toute personne d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques ». « Est considérée comme information relative à l'environnement toute information concernant l'air, l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages, les sites naturels, les zones côtières ou marines et la diversité biologique », précise la loi. Le préfet des Côtes-d'Armor a été condamné, dans l'immédiat, à verser 1 200 € à la requérante pour les frais d'avocat qu'elle a dû débours.